

LA LUTTE DES GRANDS MÉDIAS CONTRE LA DÉMOCRATIE...

19 février 2014

Les grises copies d'AFP et Reuters que sont devenus Le Monde, RTL, TF1, France 2, La Libre Belgique, El Pais, Libé ou le NY Times...



Thierry DERONNE

Publié par Venezuela infos.

O tempora, o mores ! En 1973 même des journaux conservateurs condamnaient le massacre de la démocratie au Chili. Quarante ans plus tard la Sainte Alliance des actionnaires de "l'actu" piétine la démocratie vénézuélienne, en légitimant les violences d'une droite qui refuse sa défaite lors de scrutins validés par les observateurs internationaux et veut s'emparer du pouvoir sans passer par les électeurs.

Converties à la pensée unique (libre-échange + droit d'ingérence), les grises copies d'AFP et Reuters que sont devenus Le Monde, RTL, TF1, France 2, La Libre Belgique, El Pais, Libé ou le NY Times n'ont d'autre issue que de censurer la voix des présidents latino-américains s'ils défendent le droit des vénézuéliens à élire qui ils veulent, et d'invisibiliser les mobilisations de la majorité de la population contre une tentative de coup d'État.



Le président Uruguayen José Mujica rappelle que “sortir du cadre de la Constitution est une forme de violence” et demande “que cesse l'intervention extérieure dans les affaires intérieures du Venezuela”.
Source : <http://bit.ly/1j9pPGN>



Le président bolivien Evo Morales explique que "Washington utilise des groupes de jeunes vénézuéliens pour déstabiliser" le Venezuela et "provoquer l'intervention extérieure. Demander la démission du président Maduro est une conspiration ouverte contre la démocratie. Quand ils ne peuvent plus dominer politiquement, non seulement en Amérique Latine mais dans d'autres pays du monde, les États-Unis financent la violence de groupes terroristes pour tenter de justifier une intervention des casques bleus ou de l'OTAN. Telle est la nouvelle stratégie. Ce qui s'est passé en Bolivie en 2008 est en train de se passer au Venezuela. Ici, des groupes violents ont pris d'assaut et brûlé des administrations, ont frappé des policiers et des militaires. Mais le peuple s'est soulevé et a fait échouer cette tentative de coup d'État. Aujourd'hui il est de notre devoir de défendre la démocratie vénézuélienne". Source : <http://www.telesurtv.net/articulos/2014/02/18/evo-morales-pide-a-latin...>



Le Président Correa évoque "la mise en route d'un coup d'État "mou", processus concerté et hautement financé de déstabilisation de la démocratie au Venezuela, tel que l'Équateur en a déjà connu et peut encore en connaître". Source : <http://www.radiomundial.com.ve/articulo/correa-advirti%C3%B3-que-est%C3...>



Le Chancelier équatorien Ricardo Patiño a déclaré : “nous ne tolérerons pas que des groupes politiques cherchent à prendre le pouvoir au Venezuela par une voie non démocratique” et a rappelé que “l’UNASUR dispose déjà d’instruments qui découragent les tentatives de putsch et peut adopter des décisions sévères en cas de rupture de la démocratie”. Source : <http://www.telesurtv.net/articulos/2014/02/18/canciller-de-ecuador-no-...>



Le chancelier brésilien Luiz Alberto Figueiredo soutient les prises de position énergiques et unanimes du MERCOSUR et de l'UNASUR contre les plans de déstabilisation du Venezuela, rejette "la violence comme mécanisme au sein d'une démocratie" et demande "le respect des institutions". Source :

<http://www.ciudadccs.info/?p=534827>

A noter que l'UNASUR et le MERCOSUR expriment le point de vue de l'ensemble des gouvernements d'Amérique du Sud et que même un président de droite comme Juan Manuel Santos (Colombie) a appelé à "renoncer aux violences lors des protestations". Par contraste l'ex-président Alvaro Uribe Vélez, impliqué dans le paramilitarisme et ses crimes massifs contre l'humanité en Colombie, a annoncé qu'il allait "lever des fonds" pour appuyer la droite vénézuélienne.





Mardi 18 février à Caracas : mobilisation pacifique d'étudiants et de travailleurs pétroliers pour défendre le verdict des urnes et la poursuite du programme socialiste. A cette occasion, Nicolas Maduro (de dos) a signé le nouveau contrat collectif en faveur des travailleurs de ce secteur (dont les États-Unis cherchent précisément à reprendre le contrôle via la tentative de coup d'État).^{013__YM_1612_PLe} 15 février, Maduro (lui-même ex-syndicaliste) a participé aux travaux du sommet du Mercosur ouvrier organisé à Caracas en présence de 31 dirigeants syndicaux latino-américains. Il a annoncé la mise à disposition par son gouvernement d'un fonds spécial de 1000 millions de dollars (créé par Hugo Chavez) pour soutenir au sein du MERCOSUR la récupération d'entreprises, l'intégration d'un modèle productif qui dépasse le capitalisme ainsi que la création d'un centre de formation syndicale, dont le siège sera installé à Caracas.

Thierry Deronne, Caracas, 19 février 2014

URL de cet article : <http://wp.me/p2ahp2-1et>